

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville  
et transmise au représentant de l'Etat

Le 10 juillet 2014

## **CONSEIL DE PARIS**

### **Conseil Municipal**

#### **Extrait du registre des délibérations**

-----

#### **Séance des 7, 8 et 9 juillet 2014**

**2014 DLH 1055** Location de l'immeuble 19-21 boulevard Beaumarchais et d'un lot de copropriété dépendant de l'immeuble 21 boulevard Beaumarchais (4<sup>ème</sup>) à la SIEMP – Bail emphytéotique.

**M. Ian BROSSAT, rapporteur.**

-----

#### **Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 24 juin 2014, par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à la SIEMP de l'immeuble communal 19 boulevard Beaumarchais / 6 impasse Jean Beausire et d'un lot de copropriété dépendant de l'immeuble 21 boulevard Beaumarchais (4<sup>ème</sup>) ;

Vu l'avis des services de France Domaine, en date du 19 mai 2014 ;

Vu la saisine de Monsieur le Maire du 4<sup>ème</sup> arrondissement, en date du 17 juin 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 4<sup>ème</sup> arrondissement, en date du 30 juin 2014 ;

Sur le rapport présenté par Monsieur Ian BROSSAT, au nom de la 8<sup>ème</sup> Commission,

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la SIEMP, dont le siège social est situé 29 boulevard Bourdon (4<sup>ème</sup>), un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble communal 19 boulevard Beaumarchais / 6 impasse Jean Beausire (4<sup>ème</sup>), cadastré AO 106 et du lot de copropriété n° 201, dépendant de l'immeuble 21 boulevard Beaumarchais / 8 impasse Jean Beausire (4<sup>ème</sup>), cadastré AO 104.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au bailleur social. Sa durée sera de 55 ans ;
- la SIEMP prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- la SIEMP renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- la SIEMP souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, la SIEMP bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du Code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, de quelque manière que cette expiration se produise, la totalité des aménagements et équipements réalisés par la SIEMP deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, la SIEMP devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- la société s'obligera à se conformer aux dispositions du règlement de copropriété ;
- pendant la durée du bail, la société assurera l'ensemble des droits et obligations de copropriétaire. A ce titre elle participera aux instances des copropriétés, qu'il s'agisse des assemblées générales ou des conseils syndicaux ;
- la SIEMP sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du Code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le loyer capitalisé sera fixé à 1 720 000 euros et sera payable :
  - à hauteur de 10 000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
  - pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R.331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail. ;
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné à la SIEMP ;
- la SIEMP devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui sera passé par devant notaire, seront à la charge de la SIEMP ;

Article 2 : Cette recette sera inscrite sur le compte nature 758-1 fonction 70, centre financier 65-04, du budget municipal de fonctionnement pour les exercices 2014 et suivants.